

EDITORIAL

Y aurait-il une fatalité de la métaphore de la bouteille à moitié vide ou à moitié pleine ? Serions-nous condamnés à nous réjouir toujours à demi ? N'est-ce pas la conséquence inévitable d'une politique du Ministère de l'Education Nationale manquant de volontarisme et de globalité, menée précisément à moitié ?

Ainsi, pour ce qui concerne les projets de programme pour les classes de 5ème et de 4ème (cf. rubrique "Documents"), l'informatique est bien présente dans le programme de technologie et nous nous en réjouissons ; n'avons-nous pas déclaré : « l'enseignement de la technologie est le moment et le lieu privilégiés pour l'acquisition de notions élémentaires d'informatique nécessaires à une pratique éclairée des outils dans les différentes disciplines et activités » ?

Malheureusement, les programmes des autres disciplines sont en régression par rapport à ceux de 1985 pour la prise en compte des techniques de l'information et de la communication, allant même jusqu'à se réduire à deux lignes dans le programme d'éducation civique de 4ème dans leur dimension éducation et développement du sens critique de l'élève (et futur citoyen) confronté depuis son plus jeune âge à une société de plus en plus médiatisée (cf. rubrique "Documents"). Plus de 10 ans après, n'est-ce pas avancer à reculons ? Mais ce ne sont que des projets.

Ainsi, pour ce qui concerne l'enseignement de l'informatique au lycée (cf. rubrique "Informations générales"), c'est effectivement une bonne nouvelle que d'obtenir - conformément à la demande de l'Assemblée générale 1992 - la création d'une option diversifiée selon les séries en classe de première. Ne boudons pas notre satisfaction, mais en même temps comment ne pas relever les insuffisances et les manques ? A-t-on, oui ou non, la volonté de créer un nouvel enseignement pour tous les élèves de seconde et optionnel en première et terminale. Si oui, il s'agit d'une décision "politique" dont le MEN doit assurer la globalité. On ne fera pas vivre un tel enseignement sans mettre en place dès maintenant des formations spécifiques pour les enseignants et futurs enseignants, sans donner des moyens aux Recteurs, sans reconnaître institutionnel

lement les compétences des enseignants qui acceptent de s'engager dans l'aventure... Rappelons que beaucoup ont été gravement échaudés par la malheureuse suppression de l'ex-option informatique des lycées. C'est ce que nous nous permettons d'écrire au Ministre (cf. "Documents") : « il ne faudrait pas que, les mêmes causes entraînant les mêmes effets, ce nouvel enseignement, répondant à une forte demande des élèves et des familles, se voit à terme compromis ».

Il est évidemment trop tôt pour parler de la Commission Fauroux et de la façon dont elle intégrera nos propositions, si elle les intègre. L'EPI, une fois de plus, est allée faire entendre la voix des enseignants exploitant depuis des années les apports de l'informatique et des technologies associées aux actes d'enseigner et d'apprendre. Nous ne sommes pas nombreux sur ce créneau ! Espérons que dans un rapport qui se veut prospectif et qui s'intéresse à l'Ecole du 21ème siècle, cette commission saura trouver les mots justes et forts pour proposer au Gouvernement et au Président de la République une évolution du système éducatif sachant intégrer l'informatique et les technologies associées (ou les T.I.C) (cf. note EPI en rubrique "Documents").

Nous avons l'habitude de vivre d'espoirs !

Comme vous pouvez le constater en lisant ce 82ème numéro de la Revue de l'EPI (25 ans déjà !) l'association continue d'intervenir sur tous les fronts : à la base (nous ne dirons jamais assez l'importance du travail sur le terrain, rubriques pédagogique et technique en témoignent), mais aussi dans les réunions de concertation avec les responsables régionaux et nationaux, mais aussi par les relations avec les autres partenaires du système éducatif (syndicats, associations, associations de parents...) etc.

Ces réunions, rencontres et autres concertations prennent beaucoup de temps aux responsables de l'association ¹. Elles sont souvent décevantes mais nous devons persévérer car nous sommes peu nombreux à assurer le discours informatique et technologies associées dans le système éducatif.

Peu à peu, même si cela semble trop lent à beaucoup d'entre nous, les esprits évoluent, des pans entiers de nos textes sont repris ici et là sans que la source en soit forcément mentionnée ; mais peu importe, l'essentiel est que nos idées fassent leur chemin.

¹ à l'abri de la "mauvaise graisse".

Nous serions plus optimistes si nous pouvions être certains que personne, qu'aucun responsable, ne s'accommode d'une école à deux vitesses dans une société du même nom, avec "inforiches" et "info-pauvres" (cf. Le Monde diplomatique de mai 96. Dossier Internet).

Jean-Bernard VIAUD

Président de l'EPI

Paris, le 30 mai 1996